

SOYONS INGOUVERNABLES!!!

En France, la moitié de la population vit avec moins de 1500 euros par mois. On dénombre 4,4 millions de chômeurs, pour combien d'emplois précaires et de contrats à durée déterminée?! Des milliers de personnes dorment dans des logements insalubres, voire dehors, pour près de deux millions de logements vides! Les étrangers sont stigmatisés, rafiés, expulsés, au mieux, exploités par des patrons sans scrupules! Les mêmes qui peuvent licencier, délocaliser et se gratifier de millions d'euros d'indemnités ou de stock-options.

Partage des richesses!

Pendant six semaines, 400 ouvriers de PSA-Citroën à Aulnay-sous-Bois se sont mis en grève pour exiger 300 euros d'augmentation de salaires. Au quotidien, là où ils vivent, travaillent, des salariés, des ouvriers (Sita en Île-de-France, Intérieur's au Havre, la Fnac à Paris) réagissent, dénoncent, cessent pour un temps l'esclavage salarial et exigent mieux pour travailler autrement... Des parents, des enseignants, réunis dans les Réseaux éducation sans frontières ou des collectifs, à l'exemple de Montpellier, ont réussi ce qu'aucune organisation syndicale réformiste n'est plus capable de faire aujourd'hui : agir solidairement pour empêcher des expulsions d'enfants scolarisés.

En finir avec le capitalisme!

Taxé, réformé ou aménagé, le capitalisme n'a pas de « visage humain ». Il n'en a jamais fini de semer la misère et l'exploitation pour le profit de quelques-uns. Quitte à épuiser les ressources naturelles, rendre la planète irrespirable, inventer des cultures infécondes, polluer et désertifier des régions entières, asservir l'ensemble du vivant. À seule fin de poursuivre sa course insensée au profit.

Un syndicalisme de lutte

Des populations entières sont contraintes à la survie ou à l'immigration quand les frontières se ferment et que des prisons s'ouvrent. Ceux qui luttent ou se révoltent sont réprimés : actions contre les OGM, grèves étudiantes contre la loi « pour l'égalité des chances », grèves lycéennes contre la loi Fillon, actions RESF, grève des postiers à Bègles, révoltes dans les banlieues... La justice se fait le relais de l'injustice patronale. Et quand le syndicalisme refuse de cogérer le système, il est interdit. Depuis janvier 2006, la CNT n'a plus aucun droit à la Poste pour avoir refusé le paritarisme, les permanents, la bureaucratie.

Pour un autre futur

Une nouvelle fois, on nous annonce un « vrai changement », une « rupture ». Alors que nous savons que privatisations, licenciements, précarité et renforcements policiers vont continuer. N'attendons rien des gouvernements et du patronat qui ne concèdent que sous la pression. Dans les quartiers, dans les entreprises, face aux expulsions, à la répression, à l'injustice capitaliste, imposons la solidarité!

SOYONS INGOUVERNABLES!!!

DROITE (TRÈS) DURE GAUCHE (TRÈS) MOLLE



NE TOMBONS PAS DANS LE PANNEAU PRÉPARONS LA RIPOSTE!

Les urnes ont rendu leur verdict. Cruel pour certains. Star'Ac démocratique, les vainqueurs, Sarkozy et Royal, ne constituent une surprise que pour les naïfs. C'est avant tout la victoire des idées lepénistes qui ont trouvé un nouveau héros pour s'exprimer. La relative gifle que reçoit Le Pen est le résultat du transfert de voix de l'extrême droite à la droite... extrême. Et de la propagande incessante que le ministre candidat a déployée au cours des semaines et des mois écoulés. Mais il ne fallait pas non plus s'attendre à ce que les candidats exotiques, ceux qui n'ont aucune chance, si ce n'est vendre leurs voix au plus offrant, espérant pour les plus fortunés un strapontin sous-ministériel pour bons et loyaux services, ou une circonscription gagnable, soient récompensés de leur zèle républicain. Que ce soient les trois variétés de trotskisme (un luxe certain chez les héritiers de Léon Davidovitch), le défenseur de la ruralité mode Bové ou mode chasseurs, la survivante de la place du Colonel-Fabien ou le vicomte irascible, leur électorat ne dépasse pas les quelques pour cent symboliques, qui ne leur permettent même pas, dans la plupart des cas, de franchir le seuil des 5 % qui les assure de bénéficier de la manne publique. Coup de pub pour rien, ou presque : des dettes et la diffusion de thématiques rabâchées en cours de campagne par tous les candidats, avec des variantes spécifiques comme la rupture avec le libéralisme

ou la peur des étrangers... Au premier tour, il fallait voter utile. Mais utile pour qui? Pour eux ou pour nous? Ce serait questionner quelle utilité on voit aux élections, quel espoir fou on peut encore nourrir de voir notre vie changer parce qu'une presque gauche très très pâle est en lice.

Tout ça pour ça ?

Non, ce qui est le plus marquant, c'est que bien avant le premier tour, la droite avait déjà gagné : droite dure lepéniste ou droite décomplexée des « néocons » de Sarkozy, contre droite « chrétienne-sociale » de Bayrou ou de Royal, la dominante de cette campagne a été l'absence totale de réflexion sur les enjeux réels de cette élection. Aucun débat d'idées, aucune prise de position sur ce qui nous touche très directement. Un catalogue de promesses qui ont pour caractéristique de ne jamais être tenues. On peut relire les principaux axes de leurs programmes électoraux. Cela ressemble à du copier-coller. Que ce soit au niveau du travail, de la santé, de l'éducation, les recettes sont teintées de libéralisme. En gros, encore plus d'avantages pour les patrons, encore plus de sacrifices pour les travailleurs. Évidemment Ségolène n'oublie pas que dans le nom de son parti, il y a socialiste, alors la pilule sera moins amère, il y aura un petit quelque chose pour les plus faibles ; évidemment Nicolas préfère limiter l'intervention de l'État aux fonc-

tions de répression ou d'aides, le libéralisme sachant très bien puiser dans les caisses publiques. Mais nulle part il n'est question de supprimer les primes indécentes des patrons licenciés, les profits honteux et les stock-options scandaleuses. Nulle part il n'est question ne serait-ce que de taxer les plus-values!, nulle part il n'est question que ceux qui produisent la richesse puissent en profiter, autrement que sous forme d'aumône. Nous pouvons juste, en lisant entre les lignes, savoir que se soigner coûtera encore plus cher, que travailler sera encore moins payé, plus précaire. Et que les candidats avancent fièrement l'étendard de la croissance brandi haut et fort, cette croissance supposée fournir toujours plus d'emplois. Et les petits mots de campagne sont encore plus révélateurs de ce qui nous attend demain. Le retour aux valeurs patriotiques, les symboles de la République, la glorification de leur démocratie qui tous les cinq ans appelle au civisme du vote et qui range ensuite ses attributs jusqu'à la prochaine échéance, on l'a bien vu avec les derniers scrutins où le désaveu total de la politique menée n'a servi à rien. On risque même de voir une désolante-huitardi-sation - Mai 68, ce cauchemar de Sarkozy prompt à dénoncer de suite l'esprit de laxisme, tel Paul Reynaud qui sautait de joie à l'idée de pouvoir enfin revenir sur les maigres conquêtes de 1936 à son accession au pouvoir. (Suite en page B)

26 avril 2007

La Confédération nationale du travail se joint au

0 810 000 367

BP 30423 - 35004 Rennes cedex

cnt@cnt-f.org www.cnt-f.org

LE COMBAT SYNDICALISTE

Les abonnements, la distribution et l'administration

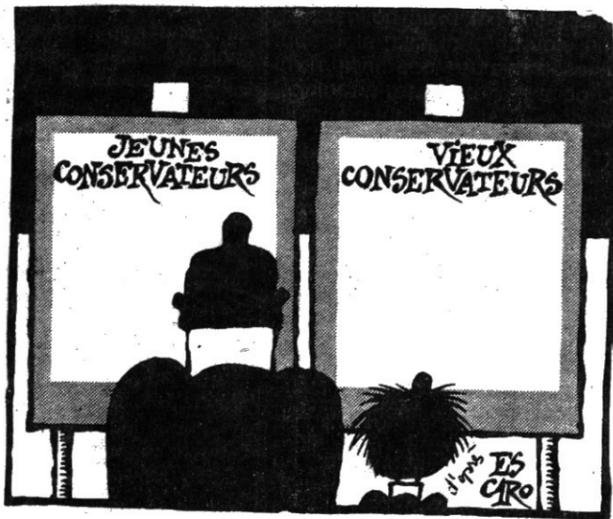
CS c/o CNT 31 - 18 av. de la Gloire - 31500 Toulouse

cs-administration@cnt-f.org - tél. 08 72 58 35 90

La rédaction est au 33 rue des Vignoles, 75020 Paris

sa boîte mail est combat-syndicaliste@cnt-f.org

LE CHOIX



— Dis papa, c'est quoi des « ervateurs » ?

(Suite de la page A)

La droite est comme toujours animée d'un esprit de revanche contre les feignants de travailleurs et les encore plus feignants de chômeurs. Presque le discours sur l'esprit de jouissance qui perd la France. Telle est la peur de cette mythique classe ouvrière que les pouvoirs successifs se sont toujours acharnés à détruire, en tant que classe, avec la participation populaire, la parcellisation, la mise en concurrence avec les travailleurs africains ou asiatiques, et même entre tous les travailleurs avec l'individualisation du contrat de travail. Telle est la peur des possédants face à ceux qui n'ont rien et qui sont tout.

Les marchandages vont pouvoir commencer. Verra-t-on bientôt un ministre du Front national dans un gouvernement Sarkozy? Verra-t-on les centristes de Bayrou cohabiter aimablement avec les rescapés du PS? Les alliances paraîtront contre nature, elles permettront surtout d'éclairer un peu plus les logiques d'appareil pour qui seule compte la conquête du pouvoir.

Alors, le 6 mai, que faire? Voter, ne pas voter? Pour qui? Pour celle qui, à première vue, paraît la moins dangereuse, choisissant, comme en 2002 entre la peste ou le choléra, et sachant que le moins pire est toujours préférable au plus extrême, même en abdiquant encore un peu plus notre dignité? Ou pour le pire, en espérant le réveil d'une classe prolétarienne que l'on dit disparue mais qui arrive encore à se manifester de temps en temps?

Ou bien en profiter pour une partie de campagne, l'occasion de fourbir les armes d'une lutte qui, quel que soit le nouveau président et ce que l'on peut imaginer de sa nouvelle majorité, sera plus que jamais nécessaire? Parce que nous ne croyons pas au pouvoir des urnes pour changer nos vies, sauf en pire. Mais au pouvoir de la rue, si nous sommes capables de nous en emparer. Et c'est à cela qu'il faut s'atteler dès maintenant. Les thèmes de la baisse du temps de travail, de l'augmentation des salaires, d'une retraite décente, etc., ont été les grands absents de la campagne. Quoi de plus normal quand les candidats ne font que briguer une place au poste d'organisateur de la domination étatique? C'est à nous de reprendre le pouvoir en reconstruisant à la base dans nos entreprises et nos quartiers les outils réels capables de créer le rapport de forces : le syndicalisme révolutionnaire. Réapproprions-nous la parole à travers des pratiques anarcho-syndicalistes. Ya basta!

N.M. STE 75

1. Thème développé par ATTAC et repris très largement par la gôche réformiste.

DROIT DE GRÈVE EN DANGER!

Réforme de la représentativité syndicale et service minimum figurent dans les programmes de nombreux candidats à la présidentielle. Dénonçons ces attaques contre des acquis de longue lutte.

Peu présent dans les débats, le droit syndical figure pourtant dans les programmes des divers partis. Presque tous les candidats à la présidentielle insistent sur la nécessité d'un dialogue social accru et proposent une réforme de la représentativité syndicale. Inutile de rappeler que pour nous, celle-ci résidera toujours dans les luttes face à un électoralisme source de bureaucratisme et d'opacité des prises de décisions.

L'autre grande lubie des postulants au pouvoir (surtout ceux de droite) est la réforme du droit de grève par le biais du service minimum dans le secteur public, et particulièrement dans les transports. Bien que le programme du Front national ne l'évoque que brièvement, Bayrou et Sarkozy semblent y avoir réfléchi longuement : le premier demande l'instauration d'un service minimum dans les transports en cas de grève, le second le demande pour tous les services publics. Il demande aussi le vote de la grève à bulletin secret lors de conflits longs de plus de huit jours.

Vouloir attenter au droit de grève est un projet à la mode. Deux rapports parlementaires sur le service minimum ont été rédigés en 1999 et 2003 à partir des expériences européennes - l'Italie, l'Espagne et le Portugal l'appliquent déjà. Entre 2002 et 2006, pas moins de dix propositions de loi (sept UMP, deux UDF et une divers droite) ont été déposées à l'Assemblée pour réclamer l'instauration d'un service garanti dans les transports en cas de grève. En parallèle, une charte a été signée en juillet 2006 par Dominique Perben et des collectivités locales, des associations d'usagers et des syndicats (CFTC, UNSA-transport). Il existe également un fort lobbying d'associations plus ou moins apolitiques (comprenez de droite) qui ne peuvent s'empêcher de dénoncer « la prise en otage des usagers par des syndicats soviétiformes » lors des grèves dans les transports.

Face à ces offensives, nous ne pouvons que rappeler que des limites au droit de grève existent déjà dans la fonction publique (préavis, réquisitions, etc.). Il est intolérable de vouloir attenter à cet outil conquis de longue lutte en 1864 et constitutionnalisé en 1946. Dans un contexte défavorable aux salariés, cette attaque est d'autant plus dangereuse qu'elle supprimerait la seule arme efficace des travailleurs pour imposer leurs revendications. Par son impact, la grève signifie au patron et à l'État que l'on ne peut exploiter des hommes et des femmes sans craindre une réaction. Elle reste donc l'arme que nous privilégions pour imposer nos revendications et changer ce monde.

La seconde face du projet de réforme du droit de grève concerne les modalités d'organisation des conflits. En voulant imposer des votes à bulletin secret, on restaure le thème de la

manipulation syndicale des salariés.

Face à ces manœuvres, nous répondons toujours : action et démocratie directes. L'État n'a pas à intervenir dans l'organisation des grèves - il le fait assez en les réprimant. Nos mouvements de grève doivent se construire à la base, et les décisions se prendre au sein d'assemblées générales regroupant tous les travailleurs d'une entreprise. Nous n'avons pas besoin des tutelles patronale et étatique pour prendre des décisions nous concernant. Face à leurs leçons de démocratie, une seule réponse : nos pratiques syndicales.

Le droit syndical va donc au-devant de nombreuses difficultés. Déjà suffisamment étriqué, il risque de se réduire encore. Et inutile d'attendre une quelconque action des organisations syndicales représentatives : celles-ci se verront probablement attribuer de nouveaux avantages et prérogatives, au prix d'une distanciation de plus en plus grande avec les travailleurs.

Seule la lutte permettra de nous faire entendre. Syndiquons-nous, battons-nous dans nos entreprises, nos administrations, nos services, nos universités, nos écoles afin de construire un syndicalisme efficace, offensif et représentant réellement nos aspirations émancipatrices.

J.-Marie UL35

Photo : infirmière travaillant pendant sa période de grève par Francine Bajande.



**ILS S'APPELLENT LE PEN
ILS S'APPELLENT SARKOZY**

**DURANT TOUTE LA CAMPAGNE
ILS ONT SILLONÉ LA FRANCE POUR
ÉRUCTER LEUR BILE IMMONDE.
RENOUANT PAR LEUR PROPOS
AVEC DES THÈSES D'UN RACISME
LE PLUS PRIMAIRE.**

**LA HAINE DE L'ÉTRANGER,
LA MISE EN AVANT D'IDÉES
ALLANT À L'ENCONTRE
DE TOUT CE QUE LA SCIENCE
NOUS APPORTE, POUR EXEMPLE
LA LOI SUR LA PRÉVENTION
DE LA DÉLINQUANCE OU**

**LES DÉCLARATIONS SUR LA PÉDOPHILIE
SUPPOSÉE MALADIE INCURABLE
DÈS LA NAISSANCE!**

**DES HARANGUES SUR FOND DE
RAFLES À LA SORTIE DES ÉCOLES
QUI RAPPELLENT UNE TRISTE ÉPOQUE
OÙ, AVEC LA BIENSÉANCE DE LA
DÉMOCRATIE INDIRECTE, LE NAZISME
S'EMPARA DU POUVOIR...**

**LES TEMPS PROCHAINS NOUS
REGARDENT, À NOUS DE RÉAGIR.**

À TOULOUSE UN DIMANCHE BLEU ET BRUN

Même les médias capitalistes s'amusaient à le répéter : « Les manifestations contre la venue du Front national à Toulouse, c'est toujours assez chaud. » Celle du dimanche 25 mars 2007 n'a pas failli à la règle malgré une faible mobilisation, puisque seulement cinq cents manifestant-e-s avaient jugé bon de faire directement barrage à l'extrême droite.

C'est donc les militant-e-s les plus motivé-e-s et les moins oublieux qui sont allés face au meeting de Le Pen, transformé en camp retranché. Camions grillagés, plusieurs compagnies de CRS en tenue anti-émeute, la BAC casquée et autres policiers en civil... L'État « démocratique » français avait sorti toute sa panoplie sécuritaire pour protéger les fascistes et montrer aux électeurs et sympathisant-e-s du FN que le ministre de l'Intérieur est aussi un homme d'ordre à leur service! Cette sollicitude du gouvernement UMP a dû faire chaud au cœur des sympathisant-e-s et militant-e-s frontistes! Faut-il voir là un accord passé entre l'UMP et le FN en vue de l'élection à venir? Y aurait-



il eu alliance entre la droite et l'extrême droite? Tu me protèges, je te refille des voix? Nous laissons le soin à chacune de tirer ses propres conclusions.

Le déploiement policier destiné à protéger le meeting du FN fut comme un chiffon rouge agité au nez des manifestant-e-s. Que sont quelques canettes et projectiles légers qui s'écrasent par intermittence sur un mur bleu teinté de brun? Pour certains, l'expression du dégoût et de la colère face à tant de mansuétude face aux racistes, pour d'autres (notamment l'État) un acte terroriste hautement condamnable.

Après une heure de face-à-face plus agité que réellement violent, les gardiens de la paix (des riches) décidèrent donc que la situation risquait de leur échapper et de froisser ainsi leur milliardaire en campagne pour la présidence. À partir de là, ce fut tourné de gaz lacrymo à volonté! Un des seuls « services publics » encore gratuit...

L'impossibilité de résister à cet arsenal chimique nous força à reculer sur les boulevards, accompagnés par les meutes de la BAC et un hélicoptère. Les manifestant-e-s tentèrent encore d'exprimer leur colère en brûlant un peu de plastique ou en se rappelant au bon souvenir des agences d'intérim pourvoyeuses de misère. Une grosse heure plus tard, tout était terminé! Les balayuses et les équipes de nettoyage en action! Surtout ne pas laisser de traces de contestation. Des fois que la contamination gagne...



Au final, nous apprendrons que 12 manifestant-e-s ont été arrêté-e-s. Le lundi matin, quatre manifestant-e-s trop jeunes ou ne correspondant pas au casting étaient relâché-e-s, les autres envoyé-e-s en maison d'arrêt pour trois jours en attendant le procès en comparution pas si immédiate que ça. Il faut souligner la volonté de l'État d'isoler les inculpés et la difficulté d'obtenir des informations sur leur détention et leur identité.

Le 28 mars, jour du procès, une cinquantaine de personnes sont présentes. Beaucoup de la CNT, du Scalp, des indépendant-e-s et une dizaine de sans-toit des Don Quichotte avec une banderole affichant « Police partout, justice nulle part ». Très vite, les flics bloquent l'entrée du tribunal et appellent des renforts. Nous attendrons plusieurs heures...

À l'issue de ce semblant de procès, les peines sont lourdes! Cinq manifestant-e-s sont condamné-e-s à de la prison ferme. De trois à neuf mois pour violence sur les forces de l'ordre avec arme par destination. Les trois autres écopent de prison avec sursis. La volonté de punir pour l'exemple est évidente, car les preuves sont assez minces et fondées sur les témoignages de policiers absents à l'audience.

L'État a fait les choses en grand. Après la police au service des fascistes, c'est maintenant la « justice » qui prend le relais et veut adresser un message clair à toutes celles et tous ceux qui n'acceptent pas la fascisation de la société (de la vidéosurveillance au fichage ADN, des expulsions de sans-papiers à la répression des luttes sociales). Dès le

L'EUROPE EN PANTOUFLES

Thème absent des débats – parmi tant d'autres –, la construction européenne est pourtant présente dans les programmes des principaux candidats. Étude de cas.

La politique internationale n'a jamais été un thème de prédilection pour les candidats à la présidentielle. Cette fois encore, il a été remarquablement absent de la campagne électorale et des « débats ». Comme si le reste du monde n'existait pas, comme si la politique nationale ne faisait pas partie intégrante des choix faits à l'échelle planétaire. Mais non, en France on parle de politique française, un point c'est tout. Et puis c'est bien connu, l'international n'intéresse pas les Français...

Admettons. Mais l'Europe ? Au vu de ce qui s'est passé avec le référendum sur le Traité constitutionnel européen (TCE), est-ce qu'on peut dire en toute bonne foi que les citoyens français ne se sentent pas concernés par la politique européenne ? Pas un bled de France ni de Navarre qui n'ait eu son débat public et un taux de participation (70 %) tel que nos éligibles n'osent plus en rêver depuis longtemps. Et pourtant, curieusement, l'Europe, pas plus que l'international, n'a eu les honneurs de la campagne. Alors même que les principaux candidats (à l'exception de notre trublion nazional-libéral bien de chez nous) se proclament europhiles convaincus et passionnés oui-ouïstes.

Mais peut-être n'est-ce pas si curieux, finalement... D'abord parce que le projet politique européen de nos candidats (Le Pen excepté) est strictement le même : libre concurrence, privatisation des infrastructures sociales, baisse du coût du travail et accroissement infini du capital, bref l'Europe des patrons – sans parler de l'Europe de la chasse à tout ce qui est pauvre et ne rapporte pas d'oseille. Difficile, dans ces conditions, de marquer sa différence et de se poser comme réelle alternative. Ensuite parce que cette politique européenne conditionne et encadre la politique nationale. Là, ça devient carrément cornélien : comment, en effet, rendre crédibles des promesses allant à l'encontre d'une politique européenne menée par ceux-là mêmes qui nous abreuvent de promesses ? Et comment, dès lors, légitimer le vote ? Enfin, parce que ce projet politique européen, une majorité de Français ont clairement fait savoir à l'occasion du référendum – malgré l'intense bourrage de mou et les manipulations en tout genre – qu'ils n'en voulaient pas.

Soucieux d'éviter les terrains glissants et les sujets qui fâchent, nos candidats ont donc pris la très sage et très consensuelle décision de ne pas aventurer leur campagne hors des eaux territoriales. L'Europe, on en parlera plus tard... après les élections.

Demandez le programme

Tous (sauf Le Pen) évoquent une « Europe en panne » du fait du TCE non ratifié. En panne de quoi ? On se le demande : la Commission européenne pond des directives au rythme de poules en batterie et le Conseil européen (chefs d'État et de gouvernement) achève sans obstacles son grand œuvre de libéralisation du marché (capitaux, marchandises, services, emploi, etc.).

Tous proposent donc de remettre le TCE sur le tapis, insistant sur la forme « simplifiée » tout en oubliant le fond. Aucun ne remet en cause les grandes lignes de la politique européenne, que ce soit sur les plans économique (libre concurrence, maîtrise des déficits, désengagement financier des États), social (libéralisation des services publics, disparition des assurances sociales), judiciaire (lutte contre le terrorisme, l'insécurité et l'immigration) ou sur celui de l'emploi (adaptabilité et baisse du coût du travail). Tous refusent l'entrée de la Turquie dans l'Union. Tous causent développement durable et lutte pour l'environnement, mais même si Royal annonce une politique de développement des énergies renouvelables, elle et son pote Bayrou omettent soigneusement le problème nucléaire, tandis que Sarkozy projette de nous gaver de rayons X. Tous se préoccupent de notre sécurité alimentaire et prônent la biodiversité, Royal en réorientant la PAC vers des « aides agro-environnementales » (euh, c'est quoi au juste ?), Bayrou en la réorientant vers les biotechnologies (très fort !), Sarkozy en ne changeant rien du tout. Aucun ne mentionne un retour au moratoire européen sur les OGM.

Enfin, tous nous prennent pour des billes. La directive « services publics » de Royal est impossible à mettre en place dans un système qui transforme les services publics en services marchands, qu'elle met en concurrence. L'harmonisation fiscale de Bayrou nécessite l'unanimité des États membres. Quant à la chasse aux délocalisations des uns et des autres, on ne peut à la fois permettre la libre circulation des capitaux et leur interdire de circuler.

Nous concluons cette étude de cas avec le projet Le Pen : fermeture des frontières et fermeture des frontières, pour lutter contre l'immigration, le dumping social, l'homosexualité, la drogue, les Turcs et les petits hommes verts. Quant à son programme social et économique, il est résumé avec clarté et concision dans cette déclaration : « Une autre Europe est possible, une Europe de la coopération des États et des entreprises, de la coopération industrielle et policière. » Tout un programme...

Nath SIPM RP



Photo Francine Bajande



Des jaunes à la Bourse du travail

La CGT, la CFDT et FO ont violemment mis dehors le 9^e Collectif des sans-papiers qui avait investi la Bourse du travail de Paris. Ci-dessous le communiqué de l'Union régionale parisienne de la CNT.

Le 6 avril 2007, des membres du service d'ordre de la CGT, de la CFDT et de FO ont procédé manu militari à l'expulsion du 9^e Collectif des sans-papiers, qui occupait depuis le 10 février les locaux de la Bourse du travail de Paris. Un événement qui augure mal du sort des étrangers après l'élection présidentielle : si même les syndicats traditionnellement étiquetés à gauche jouent aux expulseurs, l'avenir risque d'être bien sombre.

Le fait que des travailleurs sans-papiers, particulièrement exploités par des patrons sans scrupules, particulièrement vulnérables à la répression de l'État, aient été contraints d'occuper la Bourse du travail est révélateur du divorce entre les travailleurs de la base et les appareils des syndicats institutionnels.

En renonçant définitivement à la tâche historique qui était celle du syndicalisme révolutionnaire, à l'esprit qui avait présidé à la fondation de la CGT en 1895, soit l'abolition du patronat et du salariat, les bureaucraties syndicales en sont depuis longtemps réduites à effectuer des tâches de basse police pour le compte de l'appareil d'État.

Honte à de soi-disant syndicalistes qui chassent de leurs locaux des travailleurs sans-papiers venus réclamer l'égalité des droits. Honte aux supplétifs de la préfecture de Police.

L'Union régionale parisienne des syndicats de la CNT apporte tout son soutien au 9^e Collectif des sans-papiers et dénonce l'attitude policière des gros bras qui se parent du nom de syndicalistes. Nous encourageons vivement les syndiqués de ces trois confédérations bureaucratisées à demander des comptes à leurs dirigeants et à ne plus laisser commettre en leur nom des actes aussi indignes.

Quel que soit le nouveau gouvernement, la chasse aux immigrés ne s'arrêtera pas. Ne cédon pas aux sirènes populistes, xénophobes et sécuritaires. Luttons pour un autre futur, solidaire, égalitaire et sans frontières !

Sur Internet : 9emecollectif.net

Photo Francine Bajande

lendemain, l'Union locale de la CNT appelait à la création d'un comité de soutien chargé de soutenir matériellement et moralement les incarcéré-e-s. Plusieurs organisations et individus ont répondu présent. Solidarité antifasciste !

UL CNT Toulouse

Pour plus d'infos, vous pouvez consulter le blog : <http://soutienantifascistetoulousain.hautetfort.com> et contribuer au soutien moral et matériel.

PARIS AU VERT, MAIS POUR LONGTEMPS ?

Dimanche 15 avril 2007 se tenait un meeting du Front national au Palais des sports, à Paris : à une semaine du premier tour de l'élection présidentielle, c'est sur la capitale que Le Pen a choisi de déverser ses poubelles de fin de campagne. Comme à Lille, Nantes, Marseille ou Toulouse, les organisations qui ne veulent pas laisser banaliser ces grand-messes de la xénophobie et de la régression sociale organisent la riposte. 13 h 30 à Montparnasse : une petite dame qui mangeait tranquillement une glace sur le parvis prend un tract. « Ah ! c'est contre Le Pen, c'est bien ! » Elle sera avec nous jusqu'à la fin. Des militants belges qui tentent de monter une coordination antifasciste dans le plat pays sont venus nous soutenir ; il faut dire que chez eux aussi, il y a du boulot sur ce terrain.

Après les arrestations de nos camarades toulousains deux semaines auparavant (lire ci-dessous), tout le monde est calme mais déterminé. Le cortège traverse tranquillement le 15^e arrondissement.



direction porte de Versailles, sous l'œil plutôt bienveillant des badauds et des riverains aux fenêtres. Seul un gros malin, marteau de Thor en pendentif, a cru bon d'agiter un drapeau frappé de la croix celtique... depuis la fenêtre de chez lui. Le voisinage appréciera.

La manif arrivée à quelques centaines de mètres du Palais des sports, le comité d'accueil est plutôt sérieux : 20 cars de gendarmes mobiles équipés de pied en cap rien que pour nous, canons à eau braqués dans notre direction ; là, c'est nous qui ne passerons pas... Nous reste la satisfaction d'obliger au demi-tour quelques « promeneurs » qui se rendent au meeting à pied.

Même si le fascisme n'a pas été écrasé ce 15 avril, même si on était loin du million et demi de manifestants parisiens de 2002, continuons à exercer notre vigilance dans les luttes au quotidien, afin

d'imposer l'égalité économique et sociale. Parce que même si Le Pen n'est pas élu, ses idées ont déjà largement contaminé les autres candidats.

NICE, CONTESTER NE SUFFIT PAS... RIPOSTER S'IMPOSE !

Dernier meeting de campagne pour Le Pen qui est accueilli à bras ouverts par son camarade parachutiste de la Légion étrangère, Jacques Peyrat. Nice n'est pas vraiment une terre d'antifascisme majoritaire... Pourtant l'appel à manifester contre le Front national ce jeudi 19 avril a été largement signé :

associations antiracistes, syndicats nationalement représentatifs, etc. Bref, tout ce que Nice compte d'orgas non fascistes doit se rassembler devant la gare à 18 heures. Résultat : 400 à 500 personnes qui défilent en direction de l'Acropolis. Au passage, quelques menaces fusent, « À mort la CNT ! » et autres joyusetés...

Arrivée devant le lieu du meeting, accueil par les flics : impossible d'aller embêter les militants du Front, bien protégés ; les fafs locaux continuent leurs petites provoc aussi, mais de derrière les lignes bleu marine... Pas de confrontation ce jour-là, mais rendez-vous est pris pour toutes les autres occasions de se mobiliser contre Le Pen, ses idées et celles des néonazis et autres nationalistes révolutionnaires qui ont pris racine dans le coin. Et à Nice, les occasions sont malheureusement nombreuses...



LE COMBAT SYNDICALISTE

Ce 4-pages vous a normalement été vendu avec le *Combat syndicaliste* de 12 pages de mai...

Le prochain *Combat syndicaliste* sortira avec deux semaines de décalage, aux alentours du 12 juin.

Directeur de la publication

Jean-Luc Roubier
CPPAP N° 0608S06521-TGI N°97/93

Rédaction

combat-syndicaliste@cnt-f.org
CS c/o CNT, 33 rue des Vignoles,
75020 Paris

Administration

cs-administration@cnt-f.org
CS c/o CNT, 18 av. de la Gloire,
31500 Toulouse

Abonnements

Voir le coupon ci-contre

Impression

Imprimerie 34
8 rue de Bagnolet, 31500 Toulouse

La rédaction, la saisie des textes, la correction, le SR, la mise en page, la conception, le routage et l'administration du *Combat syndicaliste* sont effectués par des syndiqués après leurs journées de travail.

**QUEL ACQUIS
SOCIAL**

**N'A PAS ÉTÉ
OBTENU PAR
LA LUTTE ?**

**NOUS N'AURONS
QUE CE QUE
NOUS PRENDRONS !**



Confédération Nationale du Travail
33, rue des Vignoles 75020 PARIS
www.cnt-f.org  **N°AZUR 0 810 000 367**